



PROFESSION BANLIEUE

Les « Ateliers » de Profession Banlieue

L'hébergement des populations vulnérables en Seine-Saint-Denis : Quel contexte ? quels regards sur les dispositifs existants ?

Vendredi 13 mars, jeudi 23 avril, lundi 11 mai, lundi 8 Juin 2020

Dans la continuité des Ateliers organisés en 2018 par Profession Banlieue relatifs à « La mobilité résidentielle des ménages et les publics les plus fragiles », le centre de ressources a souhaité poursuivre les réflexions et les échanges autour des questions de l'hébergement des populations vulnérables en Seine-Saint-Denis.

L'hébergement et l'accès à un logement pour les publics vulnérables constituent des enjeux majeurs de solidarité nationale et de cohésion sociale.

Aujourd'hui, la situation est préoccupante en Île-de-France, plus de 100 000 personnes sont hébergées chaque jour, sans compter les publics vivant à la rue et ne sollicitant guère les différents dispositifs existants.

Le département de Seine-Saint-Denis est particulièrement concerné par ce phénomène, ces dernières années les besoins ont explosé, alors que les capacités d'hébergement stagnent.

En 2017, on recensait 7 685 demandes pour une place d'hébergement ou un logement d'insertion (+ 19% par rapport à 2016), pour seulement 1330 admissions. En 2018, 61 628 demandes de mise à l'abri n'ont pu être pourvues (+ 4% comparées à 2017).

Le nombre de mise à disposition de logements adaptés/accompagnés a chuté pour la première fois, en 2018. Le nombre de places d'hébergement et de logements d'insertion mises à disposition du service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) baisse également (pas de création de nouvelles places et les durées de séjour se sont accrues).

Accéder à un logement temporaire devient donc de plus en plus compliqué pour les publics en situation de précarité. Les explications sont multifactorielles : insuffisance de logements/chambres adaptés, augmentation des loyers/redevances, diminution

des Aides Personnalisées au Logement (APL) ... Le taux d'effort (rapport entre la somme des dépenses liées à l'habitation principale et les revenus des ménages) des ménages continue de progresser (dans le parc privé comme dans le parc social).

Il est peu probable que la situation s'améliore dans les années à venir, en témoignent les coupes budgétaires sur les centres d'hébergement, avec la baisse de 20 % des crédits alloués au Budget opérationnel de programme 177 (Bop 177) en Île-de-France pour l'année 2018.

L'approche de ces ateliers se fera sous l'angle « **habitat** », via les dispositifs et solutions proposées en matière d'hébergement, ainsi que les stratégies développées pour faciliter les sorties vers un logement pérenne pour trois publics spécifiques :

- **les familles monoparentales et les femmes victimes de violence**
- **les jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)**
- **les seniors en situation de précarité et en perte d'autonomie**

Les questionnements relatifs à l'accompagnement social ne pourront être exclus, compte tenu de la vulnérabilité de ces publics.

L'objectif in fine est de permettre aux professionnel.le.s, d'avoir une meilleure connaissance du sujet de l'hébergement et de ces publics spécifiques. Il s'agira aussi de mieux se rendre compte des enjeux, des besoins, des capacités d'accueil et de faire découvrir des dispositifs/expériences/outils innovants, afin de faciliter l'autonomie et l'accès au logement pour ces publics.

Vendredi 13 mars 2020 à Profession Banlieue (Saint-Denis)

9h-13h Photographie des besoins et des dispositifs d'hébergement en Seine-Saint-Denis

| Animation **Bénédicte SOUBEN**, responsable animation réseau & communication, Interlogement 93

Cette première séance permettra de dresser un état des lieux de la situation de l'hébergement en Seine-Saint-Denis, et d'aborder les questions communes à chacun des publics ciblés par ces ateliers.

Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis (CD 93), collectivité cheffe de file sur les questions sociales, présentera sa stratégie territoriale, ses partenariats et ses solutions en matière d'accès à l'hébergement et logement.

Il s'agira aussi de se projeter en évoquant les enjeux en matière de rééquilibrage de l'offre d'hébergement à l'échelle métropolitaine et de ses conséquences pour le département de la Seine-Saint-Denis.

Doit-on pérenniser les dispositifs d'hébergement existants, les développer ou créer plus de passerelles vers des logements pérennes ?

Évaluation des besoins et de l'offre d'hébergement en Seine-Saint-Denis pour ces trois publics. L'entrée et la sortie des dispositifs d'hébergement : comment se déroule le traitement et la priorisation des demandes ?

| **Maxence DELAPORTE**, directeur opérationnel, SIAO 93

Quels enjeux liés au rééquilibrage de l'offre d'hébergement à l'échelle métropolitaine ?

Présentation du diagnostic du Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement de la Métropole du Grand Paris - volet hébergement

| **Jean-François ARENES**, Chef de projet Habitat Logement, Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR)

Les outils et les moyens déployés (contingents logements, intermédiation locative...) comme alternatives aux dispositifs d'hébergement

| **Virginie MAZI**, responsable du dispositif Solibail, des secteurs 77-93 du groupe SOS Solidarités

| **Lolita AGATI**, responsable de la cellule appui au pilotage et gestion de projets, service Solidarité Logement, CD 93

Premiers retours du dispositif « Le Logement d'abord », un bouleversement des dispositifs existants

| **Lolita AGATI**, responsable de la cellule appui au pilotage et gestion de projets, service solidarité logement, CD 93

| **Manuel HENNIN**, chef de projet hébergement et accès au logement, DIHAL

Judi 23 avril 2020 au Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis (Bobigny)

13h30-17h30 Les familles monoparentales et les femmes victimes de violence, face à l'urgence de la mise à l'abri

Une famille sur cinq est aujourd'hui monoparentale en France, malgré une augmentation des pères élevant seul leur(s) enfant(s), les familles monoparentales restent très féminisées puisqu'elle se compose d'une mère seule et de ses enfants dans plus de 8 cas sur 10. Ces familles sont très vulnérables, cumulant souvent les difficultés (accès à l'emploi, fragilité financière, accès et maintien dans un logement...).

Nous aborderons aussi, le sujet de la mise à l'abri pour les femmes victimes de violence.

Les établissements d'hébergement adaptés à ces profils sont déficitaires, les nuitées hôtelières ne sont pas une solution pérenne. Nous débâterons sur ces questions et présenterons des dispositifs et solutions innovant.es.

Quelles alternatives aux nuitées hôtelières ? Quelles structures d'hébergement sont adaptées à ces publics ?

| **Marie MOUDEKE**, directrice de l'habitat, CD 94,

| **Jean-François WATRIN**, responsable mission hébergement logement, CD 94,

| **Léonor CORTES**, cheffe du service solidarité logement, CD 93

| **Virginie-Marie CHASTAGNER**, cheffe de service unité logement à la sauvegarde 93

Présentation du dispositif périnatalité du SIAO 93

| **Pauline GEINDREAU**, Responsable adjointe du pôle mise à l'abri et l'hébergement, SIAO 93

Focus sur un centre maternel mères enfants destinés aux femmes enceintes ou femmes avec enfants de moins de 3 ans (à préciser)

| Madame **BROU**, directrice, SOS Femmes du 93 (sous réserve)

Focus sur les violences conjugales et intrafamiliales : présentation du dispositif « Un toit pour elles »

| **Carole BARBELANE-BIAIS**, chargée de projet à l'observatoire des violences envers les femmes, CD 93 (et/ou Madame RONAI),

| Madame **BROU**, directrice, SOS Femmes du 93 (sous réserve),

| **Cécile ROGER**, responsable service logement, ville de Rosny-sous-Bois,

| **Mélanie CHARLES**, responsable des attributions, Seine-Saint-Denis Habitat

Lundi 11 mai 2020 à Profession Banlieue (Saint-Denis)

9h – 13h **Les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Face aux difficultés liées à la fin de prise en charge, quelles solutions pour se loger ?**

L'entrée dans la vie adulte pour les jeunes sortants de l'ASE, est souvent précoce et brutale. La rupture de prise en charge accompagnée d'une série d'obstacles peuvent vite les conduire à la rue ou dans des centres d'hébergement d'urgence. La fragilité de ce public perdure bien après la fin de la prise en charge ASE, 39 % des jeunes sortants de l'ASE ont connu un passage à la rue, dans les 10 années suivant leur prise en charge. Outre l'attention particulière qui doit leur être portée au moment de la sortie, c'est aussi la suite du parcours qu'il faut soutenir.

Il s'agira de s'intéresser aux réalités en Seine-Saint-Denis, au suivi des parcours et d'examiner les solutions d'hébergement qui leurs sont proposées et de découvrir d'autres solutions qui pourraient se développer.

Réalités en Seine-Saint-Denis, les difficultés liées à la fin de prise en charge ASE

Clélie PELLOTTIERO, inspectrice Aide Sociale à l'Enfance, en charge des thématiques transversales au Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

L'offre d'hébergement accessible à ce public en Seine-Saint-Denis (conditions d'admissibilité/solvabilité)

Jérôme CACCIAGUERRA, Directeur de l'UHRAJ IDF et co-animateur du groupe "sortants ASE" de la stratégie régionale de lutte contre la pauvreté
Alteralia ou ALJT (sous réserve)

Quel accompagnement social pour faciliter leur parcours de vie (accès emploi/logement)?

Jean-Claude CORAZZA, Directeur Général, Essor 93

Les solutions alternatives permettant l'accès à un logement autonome : la colocation sociale et la cohabitation intergénérationnelle dans le parc social, comme solutions d'avenir ?

Coralie DUBOIS, conseillère sociale, CDC Habitat social
Le Pari solidaire (cohabitation intergénérationnelle)
Lucile AKCHAR, Chargée de développement colocations solidaires KAPS, AFEV
ALJ (sous réserve)

Lundi 8 Juin 2020 Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis (Bobigny)

13h30-17h30 **Le public senior en situation de précarité et en perte d'autonomie face à l'accès et au maintien dans le logement**

Animation par Clotilde HOPPE, Fédération des acteurs de la Solidarité (FAS)

Le vieillissement de la population va s'intensifier dans les années à venir. Ce phénomène constitue l'un des enjeux importants de l'action publique à anticiper, en particulier dans le cadre des politiques de l'habitat. Dans un contexte de paupérisation et de perte d'autonomie, il s'agira de s'intéresser aux solutions d'hébergement adapté, accessibles financièrement et offrant les services nécessaires.

Nous nous intéresserons également au peuplement des Foyers pour Travailleurs Migrants (FTM), qui pour la plupart sont très concernés par le vieillissement de ses résidents. Quelles opportunités pour ce public ?

Quelles sont les stratégies développées par les bailleurs sociaux pour proposer des logements adaptés aux besoins des seniors ? L'habitat inclusif comme le « béguinage », comme solution d'avenir ?

Comment anticiper et accompagner le vieillissement de la population ? Quelles solutions d'habitat et d'hébergement sont proposées aux personnes ne pouvant accéder à un EHPA ou un EHPAD ?

Estelle MAYART, cheffe du service de la population âgée, CD 93 (sous réserve)
Delphine DEPAIX, directrice des politiques sociales urbaines, Emmaüs Habitat
Dalila RAHMANI, directrice résidence autonome La butte aux pinsons, Bagnolet (sous réserve)
Jean-Frédéric BOU, adjoint de direction régionale, Les Petits Frères des pauvres

Bilan du plan traitement des Foyers pour Travailleurs Migrants (FTM) en Seine-Saint-Denis, avec un focus sur la problématique du vieillissement au sein de ces établissements

Anne-Catherine LEGROUX, chargée de mission, commission interministérielle pour le logement des populations immigrées (CILPI)
Manya ABDEDDAIM, responsable développement social, ADOMA
Gérald BRENON, Chef de service social, UT insertion logement et accompagnement social, Coallia
Selma GIRARD, Coordinatrice des cafés sociaux sénior, Coallia
CNAV (sous réserve)
Maïa LECOIN, Directrice, Café social association Ayem Zamen

Le développement de l'habitat inclusif : du « béguinage » aux autres solutions développées par les bailleurs dans le parc social

Département de Seine-Saint-Denis (retours du plaidoyer pour l'habitat inclusif qui se tiendra en mai/juin 2020)

Isabelle KOZINSKI, Responsable Habitat Peuplement et Actions Sociales, Vilogia

Géraldine GAILLARD, chef de Produit, Vilogia

Jean-François TROCHON, béguinage et compagnie

Une ville (sous réserve)